ÉTAT D'URGENCE ET BUSINESS DE LA SÉCURITÉ

ENTRETIENS AVEC MATHIEU RIGOUSTE



niet ditions

Nous encourageons la reproduction totale ou partielle de cet ouvrage à des fins non commerciales.

niet-editions.fr

Diffusion: hobo-diffusion.com

• • • • •

Un grand merci à GG , qui a corrigé avec attention ce bouquin, à Mathieu pour ses réponses, au trio d'interviewers et à Gwen pour ses illustrations. Merci aussi à toutes celles et ceux qui ont apporté remarques et soutien.

ÉTAT D'URGENCE ET BUSINESS DE LA SÉCURITÉ

Entretiens avec Mathieu Rigouste

Illustrations de Gwen Tomahawk

Police et militarisation de l'espace

Entretien, réalisé en octobre 2015, destiné à paraître dans la revue grecque Kompresseur et publié dans une première version en décembre 2015 sur le site Internet Marseille Infos Autonomes.



Qu'est-ce que la police, quelles sont ses fonctions et qu'est-ce qui amène à sa formation?

Tout dépend de ce qu'on appelle la police. Je pars de la définition selon laquelle, parmi d'autres institutions participant à la reproduction d'une société inégalitaire, la police est celle qui utilise la violence et la coercition pour maintenir l'ordre social, économique et politique. Pour maintenir la domination de classe, de race et de genre. On peut ainsi trouver des formes de police dès le début de la formation de tout État. Mais, si on prend le prototype de la police actuelle, on peut dire qu'elle apparaît au XVIIe siècle sous Louis XIV. C'est-à-dire par et pour un régime de monarchie absolue, un État extrêmement féroce. La police plonge ses racines dans la phase d'accumulation primitive du capital, pendant la genèse du capitalisme et du colonialisme. L'économie de la traite, de la plantation et de l'esclavage accompagne la naissance du capitalisme et du racisme... La société change, et le système inégalitaire

doit trouver de nouvelles formes d'encadrement de la population. Cela se fait notamment aux colonies, à travers l'esclavage. Il y a toute une série de dispositifs d'encadrement des corps, qui viennent directement de la plantation esclavagiste, qui vont alimenter le répertoire de la police.

Puis la lieutenance de police est créée en 1667. Ce qui est super intéressant, et qui est d'ailleurs conçu et formulé comme ça, c'est qu'il s'agit d'empêcher le mauvais fonctionnement des marchés, d'empêcher ce qui donne naissance aux insurrections, aux émeutes de la faim. Pour éviter des émeutes de la faim, il faut une force coercitive capable de faire fonctionner le marché. On parle du marché, avec les étals et tout, mais c'est aussi le début du marché capitaliste. Du coup, dès le début, la police est conçue pour protéger l'économie de marché. Et elle va puiser des dispositifs sur les terrains de domination les plus féroces, la plantation coloniale et tous les territoires paysans qu'il a fallu déposséder pour forcer les gens à aller se faire embaucher dans ce qui allait devenir les usines.

La police a une seconde naissance après la révolution bourgeoise française, ou la contrerévolution, comme on veut. À cette époque le capitalisme industriel prend son essor, et la bourgeoisie, la classe qui accumule le capital et qui va faire fonctionner le capitalisme, prend le pouvoir politique et fabrique une nouvelle forme d'État, l'État-nation. C'est-à-dire un État où, par principe, celui qui n'a pas la nationalité n'a pas de droit. Donc un État basé sur la xénophobie. La xénophobie d'État est au fondement de l'État-nation. Et la police qui est chargée de faire appliquer le droit national est structurellement et fondamentalement xénophobe. Au cours des époques, la police se restructure en permanence pour distribuer la violence dont les classes dominantes ont besoin pour reproduire les rapports de domination et d'exploitation; mais le principe reste le même.

Pourquoi y a-t-il eu besoin de créer une force coercitive intérieure distincte de l'armée, qui intervient à l'extérieur du territoire national?

Les territoires et les peuples soumis par la guerre de conquête deviennent des « régions » de l'État-nation, il faut alors les contrôler et les dominer plutôt que les détruire. On ne peut pas les gérer en les massacrant à chaque insubordination. Il faut une force spécialisée là-dedans, contrôler en évitant de tuer. Ce qui donne naissance à une sorte de mythe dans l'idéologie républicaine qui pose la police comme force de l'intérieur, supposée ne pas tuer les citoyens, et de l'autre côté l'armée comme un corps qui peut tuer, dans le cadre de la guerre, censée être un état exceptionnel dans le droit, dans le temps et l'espace. Mais, dans la réalité, ça ne fonctionne pas comme ça.

D'un coté la police tue régulièrement à l'intérieur. Quand on regarde l'histoire depuis les colonies, depuis les endo-colonies, depuis les camps, depuis les prisons, depuis les bagnes, il n'y a pas un moment où l'État n'opprime pas et ne tue pas une partie de la population, avec sa police. Ça va être les homosexuels ou les fous qui vont être enfermés, les personnes prostituées, les colonisés, les étrangers, les misérables, les marginaux brutalisés ou tués... en fonction des nécessités des classes dominantes. La police fait la guerre à l'intérieur contre des « populations » et dans des territoires « d'exception ».

De l'autre coté, tous les États envoient leurs armées faire la police des peuples colonisés et les font donner à l'intérieur du territoire chaque fois qu'ils ont besoin de le faire. Marx dit que l'État entretient une armée pour pouvoir l'envoyer contre le prolétariat. Et il va même des fois s'autoriser à faire la guerre juste pour pouvoir entretenir cette armée, qui doit être un peu active pour pouvoir fonctionner. Quand tu vois l'histoire de l'État français, en fonction des périodes de crise et de restructuration, l'armée est régulièrement envoyée à l'intérieur. Ca va être au début du développement industriel, pour encadrer les usines, pour déposséder et détruire toutes les formes d'autonomie collective dans les campagnes, afin que les gens soient obligés d'aller à la grande ville capitaliste

se faire exploiter... puis à chaque fois que la police est dépassée.

L'argument de base de la sociologie bourgeoise de la police, c'est que l'État démocratique moderne réduit l'utilisation de la coercition dans la police. Parce qu'elle ne regarde que la police des mouvements sociaux, des classes moyennes, etc., et qu'elle regarde la police depuis la police. Mais à chaque fois qu'il y a une période révolutionnaire, et en permanence dans les colonies, dans tous les territoires dont on parle depuis tout à l'heure, il y a des forces de police qui font la guerre et des forces militaires qui font la police.

Quels changements structurels l'expansion coloniale capitaliste a apportés aux techniques militaires ? Aux techniques policières ?

Là, on arrive plus sur mon boulot. Une partie de ce qui lie mes enquêtes, c'est l'analyse selon laquelle les puissances impérialistes ré-importent en permanence des répertoires de surveillance, de contrôle, de répression et de domination, conçus dans et pour la guerre coloniale, à des fins de contrôle policier des classes populaires dans les métropoles. La guerre coloniale est donc un des répertoires principaux qui influencent la police des plus pauvres, la police des classes populaires issues de la colonisation, des damnés intérieurs.

Ce schéma-là, on le voit très régulièrement. Au XIX^e siècle par exemple, les grands généraux chargés de la répression de la révolution de 1848, et déjà en 1830, ont été choisis parce qu'ils s'étaient rendus célèbres pendant la conquête de l'Algérie. Le maréchal Bugeaud a par exemple écrit son *Manuel de la guerre des rues et des maisons* pour expliquer à tout le monde que ce qu'il avait appris en colonisant l'Algérie devait être appliqué de manière rénovée au prolétariat des grandes villes françaises.

Une grande partie de mon travail concerne la colonisation de l'Algérie, notamment la guerre d'Algérie, parce qu'elle a été fondatrice de la restructuration totale de l'État français en une Ve République. La constitution de cette Ve République, avec les articles 16 et 49-3, est faite pour pouvoir faire la guerre intérieure et créer l'état d'exception permanent... Cette constitution dérive du coup d'État militaire du 13 mai 1958. À ce moment-là, de Gaulle, et toute une partie de la bourgeoisie coloniale et industrielle, décide d'en finir avec la IVe République, notamment pour pouvoir mettre le paquet sur la guerre d'Algérie et rester une grande puissance impérialiste. Par ce coup d'État militaire, ils créent une Constitution dans laquelle le chef de l'État devient le chef des armées et peut en permanence décider seul d'utiliser l'article 16, c'est-à-dire suspendre le pouvoir de l'Assemblée, décréter la guerre extérieure et intérieure, etc. C'est une Constitution taillée

pour pouvoir faire la guerre à l'intérieur, en permanence.

Cette Constitution qui institue l'exception permanente a été transmise pour fonder des États militarisés et basés sur la contreinsurrection (Colombie, Cameroun...). Là où il a fabriqué des États néocoloniaux gérés pas des bourgeoisies locales, l'État français a formé polices, armées et classes dirigeantes, et les a dotées d'une constitution similaire, avec des closes stipulant que l'État néocolonial restait soumis à la force militaire française. Et si cette classe dirigeante commençait à remettre en question ces closes, elle se faisait renverser par son armée. On finissait souvent par savoir que cette armée obéissait à des militaires français. C'est un schéma assez régulier. Le terrain de la guerre coloniale a permis de restructurer l'État impérial français mais aussi de structurer de nombreux systèmes sécuritaires contemporains.

Une grande partie de tes enquêtes tournent autour de la notion de contre-insurrection. Veux-tu décrire ce que c'est?

La contre-insurrection désigne un système étatique d'écrasement des insurrections populaires. Chaque État se donne des modèles de contre-insurrection qui lui sont propres. En termes d'utilisation de la violence, la contre-insurrection, comme la police, réside au fondement même de l'État. L'État est la continuité de la contre-révolution. Mais l'État français va inventer une nouvelle forme de contre-insurrection, qui va résider au fondement de la Ve République : la doctrine de la guerre (contre) révolutionnaire (DGR). L'histoire de ce nouveau modèle décrit le développement d'une nouvelle forme du pouvoir, la domination médiatico-sécuritaire.

La DGR est élaborée pendant la répression du mouvement d'émancipation au Maroc, en Indochine, puis en Algérie. En gros, ce qui se passe, c'est qu'en Indochine il y a des officiers et des sous-officiers à qui on va laisser le champ libre pour écraser l'insurrection et le mouvement révolutionnaire indochinois. Ils vont systématiser toute une série de techniques qui existaient déjà dans différents répertoires historiques des États, en inventer d'autres, et les industrialiser ensuite en Algérie.

Pour essayer de résumer, l'idée, c'est de se saisir de l'ennemi intérieur, mais dans la pratique il s'agit en réalité de se saisir de la population, de l'écraser complètement, de lui faire la guerre en désignant un « ennemi intérieur » s'organisant dans la population comme un cancer dans un corps. Utiliser l'armée avec des méthodes de police et employer la police avec des méthodes militaires, fusionner le policier et le militaire, pour faire la guerre à la population. D'ailleurs, les officiers français qui ont créé la DGR se sont énormément inspirés de

Ludendorf. Ludendorf, c'est le théoricien de la guerre totale, qui a inspiré Hitler.

Pour justifier la mise en œuvre de cette violence de guerre contre la population, ces officiers reprennent l'analyse de Mao qui dit que le guérillero doit vivre dans la population comme un poisson dans l'eau. Donc, pour saisir le poisson, il faut se saisir de l'eau. Et pour maîtriser l'eau, ses officiers vont mettre en système plein de manières d'attraper le poisson.

Une des premières manière c'est de l'attraper comme avec un harpon. En gros, on met en place des unités spéciales qui vont faire disparaître des gens, mener des vrais-faux attentats, décimer des villages et attribuer cela à l'ennemi, etc. Tout cela pour se saisir directement du révolutionnaire et attaquer son organisation. Ces unités, il va falloir les financer avec des relais de financement les plus opaques possible. Pour cela, des officiers vont générer toute une série de marchés illégaux, notamment celui de la drogue.

Une autre technique promue par l'armée française pour se saisir du poisson, c'est de tendre un filet dans le but de filtrer l'eau, la population, pour trouver les poissons : c'est le quadrillage militaro-policier du territoire. Cela veut dire qu'on met en place des postes militaires et policiers, des barrages, des contrôles d'identité, à toutes les intersections des grandes villes, mais aussi dans les montagnes, dans les

campagnes et on paralyse la vie sociale de la population.

Trouver les poissons, ça veut dire aussi passer les gens à l'interrogatoire. Ca veut dire les torturer, pour leur faire avouer qu'ils appartiennent à l'organisation ennemie, leur faire avouer qui est leur chef, où est-ce qu'ils trouvent leurs armes, qui est-ce qui les financent, etc. Et ca c'est encore de la théorie, parce que dans la pratique ca veut dire attraper énormément de gens, au hasard et au faciès bien entendu. Torturer, ca veut dire aussi faire disparaître, parce que si les gens n'étaient pas du côté de la guérilla, une fois que tu les as torturés, il y a des chances qu'ils la rejoignent quand tu les relâches. Ca veut dire se donner les moyens de faire disparaître des gens. Ca veut dire des fosses communes, des largages en mer par hélicoptères...

Un autre moyen de se saisir du poisson, c'est d'empoisonner l'eau. Ça, c'est les techniques d'action psychologique, mises en place par les 2^{es} bureaux en Indochine, et les 5^{es} bureaux en Algérie. Et c'est donc l'utilisation de la propagande pour diffuser des fausses rumeurs sur l'ennemi, pour intoxiquer, pour amener les « populations » à soutenir l'impérialisme français. Il s'agit de diviser la résistance anticolonialiste. C'est ce qu'ils appellent le travail des cœurs et des esprits. Ces outils de propagande existent dans tous les États, mais ils sont ici expérimentés de manière industrielle.

À cette époque, ça passe beaucoup par la radio, les tracts, etc. Ça va passer par les médias de masses dans le capitalisme sécuritaire.

Le dernier moyen de la contre-insurrection, qui est une innovation de l'armée française, c'est d'attraper le poisson en vidant l'eau. Et vider l'eau, ca veut dire vider le territoire de toute sa population. D'où la mise en place d'un système de terreur d'État encore jamais vu, qui consiste à arriver avec des camions et des hélicoptères, et prendre toute la population d'une vallée, d'une montagne, d'un quartier... On arrache les gens, les enfants, les vieux, tout le monde, et on les met dans des camps. C'est donc la mise en place du camp d'enfermement de masse comme méthode de « pacification ». Dans ces camps, on va torturer pour obtenir des informations sur l'organisation ennemie. On va faire disparaître une partie des gens qu'on a torturés, etc.

Toutes ces manières de se saisir du poisson sont mises en système en Indochine, deviennent doctrine d'État au cours de la guerre d'Algérie. Et c'est cette doctrine dont l'essence est de pouvoir faire la guerre à la population qui fonde et inspire l'État-nation français moderne.

Dans L'Ennemi intérieur, tu parles aussi d'une autre arme de la contre-insurrection, qui est de mettre en place des structures sociales qui sont gérées par l'État, parallèles à celles de l'ennemi. La DGR appelle ça les « hiérarchies parallèles », elle accuse le « communisme » de prendre le contrôle des « populations » à travers des clubs de sport, des associations, etc., mais il s'agit surtout de justifier en retour la création de structures sociales au service de l'État impérial, pour « reprendre » le pouvoir sur les colonisés.

Ce sont les bureaux d'action psychologique qui étaient chargés de mettre cela en place. L'empire français va donc se donner les moyens de mettre en place des outils parallèles à ceux de l'ennemi anticolonialiste, d'abord en Indochine, puis en Algérie. Mais ça a marché plus ou moins bien. Par exemple, en Algérie, il y a plein de petites filles qui allaient dans les écoles de couture de jeunes filles de colons, dans lesquelles on devait les préparer à être de bonnes petites algériennes bien soumises. Ces filles-là, toutes seules, sans même que le FLN le leur ait demandé, ont cousu les drapeaux algériens qui ont été sortis en décembre 1960 dans la rue.

Tu veux expliquer un peu ce qui s'est passé en décembre 1960?

Ce que montre décembre 1960, et qui est peu connu, c'est que, alors qu'effectivement la contre-insurrection s'est rendue capable de démanteler une organisation politico-militaire, elle va faire face à une révolution populaire, qui va la mettre en échec. En décembre 1957, à Alger, le FLN est démantelé. Ce qui reste du FLN fait de la diplomatie à l'extérieur, où des fractions commencent à s'organiser pour la prise de pouvoir en cas d'indépendance. Et l'ALN, l'Armée de libération nationale, qui va avec, a été également très largement réduite par la contre-insurrection. Donc, le FLN et l'ALN sont à genoux au moment où la question algérienne va être posée à l'onu, le 9 et le 10 décembre 1960. De Gaulle a commencé à dire que l'Algérie aurait son indépendance. Bien entendu, ce qu'il veut tenter de mettre en place, c'est le néocolonialisme à travers un État algérien totalement soumis. De leur côté, les colons, qui ont mis en place des formes d'organisation calquées sur ce que dit la DGR, à Oran, à Alger et dans toutes les grandes villes, essayent de refaire un coup d'État pour faire tomber de Gaulle, à coups de guérilla urbaine. Ils vont même tenter de massacrer une partie de la population musulmane dans les grandes villes... Et là, alors que l'ALN et le FLN sont à genoux, c'est le plus petit peuple qui descend dans la rue. On parle de cortèges de femmes qui enfoncent des barrages de militaires. Des enfants. Beaucoup d'enfants. Des jeunes, des vieux. L'armée va tirer à la mitraillette et la mitrailleuse lourde sur les gens qui descendent dans la rue. À Oran, il y a des récits de chair accrochée dans les arbres. Et les gens continuent à descendre, et ca va durer quatre

ou cinq jours, selon les villes. Quatre ou cinq jours où les colonisés, les damnés de la terre, investissent les centres, empêchent le massacre prévu contre eux par les colons, renvoient les colons se terrer dans leurs maisons et derrière les militaires. À Oran et à Alger, la police et l'armée sont débordées par le flot incessant des révoltes des colonisés.

Je pense que ce que démontre décembre 1960, et qui est important d'un point de vue politique, c'est que la contre-insurrection et l'État sécuritaire actuel se sont rendus capables de démanteler des organisations verticales, des organisations politico-militaires et que, par la suite, ils passent leur temps à chercher ca. Ouand ils cherchent des anarchistes, il leur faut absolument une organisation avec un chef, des trucs à démanteler... Ils cherchent leur clone, leur reflet. Et ce que démontre décembre 1960, c'est que la contre-insurrection et l'État actuel n'ont pas pu écraser complètement un peuple qui est devenu lui-même révolutionnaire. La contre-insurrection ne s'est pas rendue capable d'écraser les formes d'auto-organisation révolutionnaires. Je crois que ca doit parler aux révolutionnaires, sur les formes d'organisation qu'on doit trouver, qu'on doit inventer, qu'on doit expérimenter.

Bien entendu, dans l'histoire officielle de la contre-insurrection on n'en entend pas trop parler de cette révolte. Personne ne s'en est vanté. Ni l'État français, qui vendait et continue à vendre son mythe d'excellence en maintien de l'ordre et en répression, et n'a pas très envie qu'on sache que le peuple a mis en échec la contre-insurrection seulement trois ans après la bataille d'Alger, véritable prototype de contre-insurrection. Ni l'État FLN, qui se met en place à l'été 1962 et n'a pas vraiment intérêt à mettre en avant un moment historique où le seul héros c'est le peuple.

En tout cas, ce qu'il faut retenir, c'est que la contre-insurrection se prétend capable d'écraser un mouvement révolutionnaire, de se saisir d'un ennemi intérieur et de le détruire. Pourquoi elle le prétend ? Elle le prétend parce qu'au moment où la bourgeoisie industrielle et militaire française se dote de la contreinsurrection, elle va en faire un modèle. La « bataille d'Alger », qui se déroule de janvier à septembre 1957, va être le prototype de cette doctrine qui va être exportée en même temps que la Constitution dont on parlait avant. Et quand on exporte cette doctrine-là, on espère aussi exporter les armes qui vont avec. Les hélicoptères, par exemple, qui sont depuis lors l'un des piliers de l'industrie militaire française. La contre-insurrection va donc devenir directement un marché. Et pour faire fonctionner ce marché, il faut faire croire que la France est experte dans le domaine du maintien de l'ordre, excelle dans le domaine de la pacification, etc. Ainsi, la contre-insurrection est à la fois une forme de gouvernement, avec des formes

d'état d'urgence permanent, et un marché fondamental dans le capitalisme sécuritaire. Elle prétend poursuivre un ennemi intérieur pour le détruire, mais, en fait, elle fabrique cet ennemi intérieur de telle manière qu'elle puisse engendrer des guerres de basse intensité longues et profitables. Pour renforcer le système d'écrasement mais aussi parce que c'est l'occasion de vendre en permanence des matériaux et des savoirs de contre-insurrection. Au cours du xxe siècle, à travers les deux guerres mondiales et l'ascension des complexes militaroindustriels à la tête des États des grandes puissances impérialistes, on est entré dans l'ère du capitalisme sécuritaire. Le contrôle, la surveillance et la répression sont devenus des marchés gigantesques, qui sont la roue de secours de la restructuration du capitalisme.

Le quadrillage mis en place pendant la guerre d'Algérie implique un fichage hallucinant de la population. Est-ce que c'est la première fois que ça se passe à ce point-là?

Non. On pourrait se demander si l'État n'est pas né avec le contrôle et la capacité à connaître sa population. Les mots *statistique* et État ont la même racine: *stat*. La statistique c'est la comptabilité d'État. Le quadrillage, par exemple, suppose de mettre des lettres ou des numéros sur les maisons, pour pouvoir savoir qui est où, qui connaît qui, qui va où, quel jour, pour

aller chercher les gens chez eux, les terroriser, paralyser toute forme d'autonomisation dans la population colonisée, puis dans les quartiers populaires, là où le dispositif va s'étendre. Cela va être industrialisé pendant la guerre d'Algérie et par la suite ça va se systématiser partout dans le monde. Les États vont mettre en place ce quadrillage à travers la poste, des numéros sur tous les appartements, dans toutes les maisons. Ça a une fonction policière avant tout. Ce dispositif va donner naissance à plein d'autres dispositifs dans la période sécuritaire.

Est-ce que le marché de la sécurité intérieure est un marché qui va s'exporter uniquement dans des territoires où il y a une forme de colonisation de la population, ou est-ce que ça s'adapte à des rapports de classe ou autres?

Cette réimportation des savoirs de la guerre coloniale va d'abord se faire dans les endo-colonies, dans les quartiers populaires marginalisés, dans les « colonies intérieures ». L'État va ensuite les adapter. On adapte les matériaux, le personnel, les techniques ; mais ce sont des savoirs qui vont servir à maintenir le socio-apartheid, la ségrégation et la domination des quartiers populaires. Et, à partir de là, il y a un deuxième mouvement. Les polices des mouvements sociaux et des strates supérieures des classes populaires ou des classes moyennes, vont se réapproprier et adapter ces savoirs

pour renforcer les techniques de contrôle, de surveillance et de répression du reste de la « population ».

Le mouvement ouvrier est traité différemment en fonction des époques. Parfois comme dans les endo-colonies, les colonies intérieures, qui sont traitées de manière militaire, militaropolicière. Depuis un moment, en France, ce n'est plus tellement le cas. Il est désormais traité comme les mouvements sociaux des strates privilégiées des classes populaires, c'està-dire avec de la retenue, en tout cas tant qu'il n'est pas menaçant. Mais les répertoires qui sont utilisés pour ces mouvements sociaux-là, ou la répression des mouvements révolutionnaires, viennent généralement du répertoire de l'écrasement des quartiers populaires et de la guerre coloniale.

Tu as parlé tout à l'heure de la notion d'ennemi intérieur. Est-ce que tu veux bien revenir un peu sur ce terme et son origine?

D'un point de vue anthropologique, la prise de pouvoir s'accompagne souvent de la purge d'un bouc émissaire, et c'est ce qui crée la légitimité de ce pouvoir-là. L'État qui naît de et dans la guerre d'Algérie, on pourrait dire l'État néo-impérialiste français, se forge par, pour et à travers des capacités de fabrication d'un ennemi intérieur, pour pouvoir mieux le pacifier en permanence. C'est formidable pour

le capitalisme, vu que la peur et la menace sont des marchés illimités. On peut inventer en permanence des nouvelles peurs, risques et menaces et à chaque fois vendre les systèmes qui vont permettre de réduire ces peurs, risques et menaces.

À quoi sert l'instrumentalisation, actuelle et passée, de cette figure de l'ennemi intérieur ?

Dans le système de pouvoir actuel la désignation de l'ennemi intérieur c'est à la fois un système économique et un système politique privilégié, enfin c'est un système social de division. Le capitalisme sécuritaire est une société spectaculaire. Une société où les médias de masse ont une importance fondamentale. À travers les médias de masse, les bourgeoisies impérialistes se sont dotées de capacités d'action psychologique industrielles qui permettent de diffuser en permanence des figures de l'ennemi construites dans l'intérêt des classes dominantes. Ces figures vont aider à construire l'hégémonie impériale et masquer le fait que ton vrai ennemi c'est le patronat, le racisme, le patriarcat et toutes les formes de dominations. Cela en te faisant détester et combattre l'étranger, l'ouvrier à côté de toi, le plus pauvre que toi, le Rrom, le pédé, la pute, le sans-papier, la femme voilée...

Peux-tu donner quelques exemples de la destruction du rapport de classe par l'instrumentalisation de la figure de l'ennemi intérieur ?

Cette instrumentalisation est permanente. Dans les cultures coloniales il y a toujours un pôle entre la figure du barbare et celle du sauvage. C'est des répertoires permanents dans lesquels la bourgeoisie vient piocher quand elle en a besoin. En France, et mondialement aussi, c'est la figure du musulman, de l'islamiste ou de l'islamo-gauchiste. C'est aussi le terroriste en général, qui n'agit pas dans les marges de ce que l'État tolère en termes d'utilisation de la violence. Du coup, tout le monde peut être terroriste. Selon les époques, ça va être le Basque, l'islamiste, le jeune de banlieue, le chômeur qui veut ses allocs, les grévistes qui « prennent en otage » leurs concitoyens...

Un exemple qui symbolise assez bien la fracture coloniale au sein du mouvement ouvrier français, et comment la gauche, le PCF et l'extrême gauche ont participé à cette dissociation au sein du prolétariat, c'est celui de la grève des usines Talbot-Peugeot en 1982–1983. Les ouvriers issus de la colonisation se mettent en grève. Ces ouvriers étaient aussi très actifs dans le mouvement de Mai 68. D'ailleurs, dans la mémoire de Mai 68, on cultive plus les images d'étudiants qui lancent des pavés que la mémoire de la grève générale ouvrière, dans laquelle les os (les ouvriers spécialisés issus de

la colonisation) ont eu un rôle très important, car ils occupaient les positions les plus basses, et que lorsqu'ils se sont mis en grève, ça a vraiment foutu le bordel.

Donc, en 1982, ces mêmes ouvriers se lancent dans une grève dure. Ils demandent des augmentations de salaires et des améliorations de conditions de travail, dont des salles pour pouvoir prier et vivre leur culte. Les médias et toute la classe politique leur tombent dessus, en mode: c'est pas un mouvement ouvrier, ce sont pas des revendications ouvrières, c'est des islamistes, c'est le résultat de la présence musulmane en France, etc. Toute la rhétorique xénophobe de la « Nouvelle Droite » devient hégémonique sous la nouvelle gauche au pouvoir. Une figure de « l'ennemi intérieur socio-ethnique » est propulsée par les sphères médiatico-politiques pour briser le mouvement. Au point que, pendant la grève de 1983, il v a une dissociation telle que les ouvriers blancs en viennent à attaquer les ouvriers maghrébins. En décembre 1983, face à un vaste plan de licenciement, les ouvriers de Talbot occupent l'usine. Les négociations entre syndicats et patronat trahissent les ouvriers immigrés, qui forment 80% de la main-d'œuvre. Une grande partie des ouvriers blancs se font jaunes pour remettre les grévistes au travail, en les agressant et en les insultant avec tout le répertoire de violence coloniale. Ils scandent notamment : « Les Arabes au four, les Noirs à la mer. » Les luttes

de prolétaires issus de la colonisation sont presque toujours ségréguées jusqu'à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Quelles sont les techniques employées pour diviser le prolétariat entre ennemis intérieurs et sujets intégrables?

C'est la figure de l'ami. Il n'y a pas de figure de l'ennemi sans figure de l'ami. Le sauvage, c'est l'ami. À côté du colonisé tueur, anthropophage, il y a aussi la figure du bon banania. La figure du Noir gentil liée au capitalisme du cacao. Tout cela se fonde toujours sur des structures économiques. C'est parce qu'il y a un marché du cacao qu'on produit une figure du gentil Noir, qui fabrique du chocolat pour les Français, etc.

Prenons par exemple la représentation de l'émir Abdel Kader, qui était le meneur de la résistance armée au colonialisme pendant la colonisation de l'Algérie. Il est décrit jusqu'à sa reddition comme un barbare meneur de hordes sauvages et sanguinaires. L'armée française met un peu de temps à le soumettre et lui reconnaît vers la fin des qualités de chef de guerre. Puis elle le soumet. Il est spirituel, il considère que s'il a perdu c'est que Dieu le voulait. Il est mis en prison en France dans un château dans lequel il reçoit beaucoup de gens. C'est un type très cultivé. Finalement, la bourgeoisie va s'intéresser à lui. Elle va alors construire

une autre figure de l'émir Abdel Kader, une figure de chef éclairé, musulman intégré, avec lequel on peut discuter... La façade opposée. Et cela arrive précisément quand la résistance anticoloniale est démise et que le colonialisme s'installe massivement en Algérie. Pour mettre en place un système de domination encore plus fort, on a besoin de la figure de l'ami, la figure de Tantale, le colonisé soumis, le harki... Cette structure ami/ennemi est fondatrice de toute la représentation des Arabes et des non-Blancs en général dans la culture française et une partie de la culture mondiale aussi. À côté du terroriste, du sauvageon, de l'émeutier, dont on ne comprend pas pourquoi il s'émeut, il v a le « bien intégré », le « bon Arabe ». C'est ce qui va créer la figure du Beur dans les années 1980. Le Beur c'est celui qui a tenté de s'intégrer. La marche qui était la marche de l'égalité et contre le racisme va être renommée « Marche des Beurs » quand le PS va tenter de mettre la main dessus. Pour tenter de casser les formes de radicalisation qui émergeaient des quartiers populaires à l'époque, face à la police, la précarité, le chômage, le racisme en général, il fallait mettre en place des figures de bons Beurs, bien intégrés, qui eux ne sont pas des révolutionnaires. Pas de remise en cause du système, mais des revendications d'intégration, de réformisme...

Souvent c'est les fractions gauches de la bourgeoisie qui vont mettre en place les figures de l'ami et les fractions de droite qui vont mettre en place les figures de l'ennemi. Mais ces fractions fonctionnent ensemble et elles ont besoin de l'alternance politicienne pour gouverner. Ce qui est intéressant c'est que ces figures de l'ami, ne s'appliquent qu'à certains domaines. On va célébrer l'Arabe s'il est dans le sport ou le spectacle, comique ou chanteur. Des domaines où le corps et la performance du colonisé sont mis au service de la célébration de l'empire, des domaines de dévotion totale du corps au drapeau.

De la même manière, il n'y a jamais eu autant d'élus musulmans dans l'État français que pendant la guerre d'Algérie. Il faut des formes de sous-traitances racialisées pour faire fonctionner l'impérialisme. Toutes les formes de dominations coloniales sont basées sur cette figure de l'ami. Économiquement, politiquement et socialement, elle sert à créer une strate privilégiée à l'intérieur des classes populaires dans la métropole impérialiste, pour diviser bien sûr, mais aussi car cette strate va avoir des tâches de contrôle des franges les plus opprimées. Cela va se faire dans le socio-culturel. On va lui demander de faire de la médiation. Avec la figure de l'ami vient aussi la figure du vigile. Le seul travail facilement accessible à tous les galériens de quartiers, c'est la sécurité et la médiation. La figure de l'ennemi a aussi une fonction économique. Elle est là pour faire fonctionner le système d'exploitation à

plusieurs vitesses qui structure les systèmes impérialistes.

C'est quoi les éléments d'inconscient collectif qui font que ça marche autant?

Il y a le mécanisme du non-Blanc qui adhère au FN. C'est le mécanisme du dernier arrivé qui ferme la porte. En étant avec les racistes, tu n'as plus l'impression de subir le racisme. C'est dramatique, mais on ne peut pas juger ça de la même manière que le raciste qui, lui, bénéficie des privilèges de toute la structure de la suprématie blanche. Il y a aussi beaucoup de contradictions, plein de vigiles qui vont voler le dimanche, sont là dans les émeutes et n'aiment pas leur travail. Bon, il y en a aussi qui l'aiment. Si certains Harkis, par exemple, avaient été forcés par la peur ou par les armes, d'autres avaient pris le parti des colons en échange de quelques miettes. Faut le savoir et faire avec.

Mais il ne faut pas oublier que le pouvoir s'assoit aussi toujours sur le mythe de sa capacité à contrôler parfaitement. Pour autant, la société qu'on combat aujourd'hui, le capitalisme sécuritaire, est tout sauf un espace de soumission absolue, même dans les institutions de domination extrême. Il n'y a pas un camp ou une prison dans lequel il n'y ait pas eu de résistances, de micro-pratiques mais aussi de pratiques collectives d'insoumissions ou d'insubordinations. En fait, la lutte des classes

est partout. Les rapports de forces ne sont pas en notre faveur actuellement, mais il y a de la résistance, de la lutte et des formes d'expérimentation et d'émancipation partout. La question révolutionnaire, c'est quels moyens on se donne pour que des formes de résistances deviennent des puissances de rupture et d'émancipation pour toutes et tous.

La contre-insurrection est une technique conçue dans et pour les territoires colonisés et qui est ensuite importée dans la métropole. Qu'est-ce qui fait que ça marche autant dans le territoire de la métropole? Qu'est-ce qui permet cette adaptation?

Ces techniques sont rénovées pour le territoire de la métropole. Mais est-ce que ça marche ou pas ? Ça dépend d'où on se place. En 2005 ou à Villiers-le-Bel en 2007, les flics ont quand même failli être débordés, ils n'avaient plus de munitions de flash-ball!

Il y a des reformulations des techniques de contre-insurrection coloniales et militaires appliquées aux quartiers populaires. Notamment la formation de corps de police spéciale pour les quartiers populaires: les polices des cités. Par exemple, les brigades anticriminalité (BAC) sont très représentatives de l'évolution de la police dans le capitalisme sécuritaire, et notamment de sa structuration raciste. La BAC est conçue sur le modèle des anciennes unités de contrôle des Arabes à

Paris, qui étaient elles-mêmes inspirées par les unités coloniales. L'ancêtre de la BAC, c'est les brigades de surveillance des Nord-Africains, conçues dans les années 1930. À cette époque, il y a un prolétariat arabe de plus en plus nombreux à Paris. Donc il faut le contrôler. En plus il se politise avec les communistes et les anarchistes, et il est aussi en train de concevoir et de se doter des movens du nationalisme indépendantiste. C'est dans ce contexte que sont créées les brigades nord-africaines (BNA). À la Libération, avec le gouvernement de de Gaulle, il va falloir donner une nouvelle image de l'État français. Les brigades nord-africaines vont être dissoutes et remplacées par des unités de polices chargées du contrôle, de la surveillance et de la répression des Arabes. Mais il va falloir cacher le fait que c'est une police socio-raciste, donc ca va s'appeler les brigades des agressions et violences (BAV). On va parler d'une police chargée de la délinquance, des incivilités, même si elle ne s'occupe évidemment pas de tout le monde et jamais des strates privilégiées.

Ces BAV vont être formées à partir de gens qui ont été faire la guerre d'Algérie, d'anciens colons qui ont été rapatriés... de gens qui ont envie de continuer la guerre d'Algérie en France. Donc, bien sûr, des éléments parmi les plus racistes, les plus violents et les plus virilistes des classes populaires blanches. Ils vont faire globalement la même chose que les BNA. C'est-à-dire des rafles d'Arabes, de la torture,

des passages à tabac. Ce sont eux qui vont devenir les premiers chefs des BAC, qui remplacent les BAV au début des années 1970, c'est-à-dire juste après 1968. Après 1968, il faut la création d'une police qui soit capable de mater le prolétariat, car la bourgeoisie a quand même un peu flippé. Cette nouvelle police doit être capable de mater le prolétariat, et notamment ce nouveau prolétariat et cette nouvelle jeunesse qui émerge dans les quartiers populaires, et où il y a pas mal de non-Blancs. Il y a donc cette racine coloniale dans les BAC.

Et puis le début des années 1970 c'est le commencement de la restructuration néolibérale. Il faut donc de nouvelles formes de police optimisées, rentabilisées, rationalisées, qui font du chiffre. Et on en revient encore à la contre-insurrection, car les équipes de la BAC sont formées de petits groupes de trois ou quatre hommes, capables de courir, de se cacher, etc. comme les unités de guérilla urbaines de la contre-insurrection. Ces unités sont chargées de faire du flagrant délit. Le flagrant délit suppose d'attraper quelqu'un pendant qu'il fait son truc. Mais pour l'attraper pendant qu'il fait son truc, il faut l'avoir surveillé, suivi et laissé faire son truc. Voire l'encourager. Cette police va donc accompagner la fabrication de ce que la bourgeoisie appelle la délinquance et le crime, pour mieux s'en saisir. Elle va donc générer les conditions de son marché. La BAC crée les conditions de son extension.

La BAC, c'est donc à la fois une police néocoloniale, chargée de maintenir le socio-apartheid, et à la fois une police néolibérale, optimisée et proactive. Pro-active ça veut dire capable de fabriquer les conditions de son extension, comme la contre-insurrection. La plupart des institutions sont pro-actives: la loi construit des « délinquants », la prison fabrique des « criminels », les hôpitaux fabriquent des maladies, etc. Les BAC sont pro-actives et néolibérales dans leur manière d'être managées et conçues. Ce sont des polices d'abattage.

Pour un commissaire qui veut grimper dans sa carrière, mettre en place une unité de BAC va lui apporter beaucoup de points et de valeur symbolique, parce qu'elle arrête énormément de gens. Dès les années 1970, on met en place au sein de la police des méthodes de néomanagement et notamment de comptabilisation des crimes, de la délinquance et de l'activité. Afin d'optimiser la police comme une entreprise, on crée un système de points et de valeur qu'on calcule avec des mises à disposition. Une mise à disposition (MAD), c'est quand les flics arrivent à mettre à disposition de l'officier de police iudiciaire une affaire. Une MAD c'est comme un point. Les MAD les plus faciles à obtenir sont faites avec des infractions à la législation au stupéfiant (ILS) ou des infractions à la législation sur les étrangers (ILE). La BAC ne fait donc que ca : contrôler des non-Blancs pour voir s'ils ont du shit ou des papiers d'identité et faire des

MAD, en veux-tu en voilà. Et c'est formidable pour un commissaire qui veut grimper. Du coup l'évolution de la BAC est liée à la nécessité de maintenir de plus en plus férocement le socio-apartheid (parce que ça craque et que la ségrégation doit être de plus en plus forte), tout en développant des forces policières optimisées et pro-actives dans un capitalisme où la sécurité, le contrôle, la surveillance et la répression sont des marchandises. La BAC génère beaucoup de pognon.

C'est l'une des principales polices des quartiers populaires, mais pas que. Les innovations testées dans les quartiers s'exportent et s'appliquent maintenant aux mouvements sociaux et révolutionnaires. Vu qu'elle est lâchée très souvent, la BAC est la police qui consomme le plus de matériel. C'est elle qui tire le plus au flash-ball, qui gaze le plus. Elle est très créative en techniques et manières d'utiliser le matériel. C'est parfait pour les industriels de la guerre. Ce sont les mêmes tissus industriels d'ailleurs.

La logique sécuritaire a été conçue pour réprimer. Comment cette logique s'étend-elle à toute la société ?

Ça s'est passé vraiment à plein de niveaux. Au niveau des élites, toutes les classes dirigeantes de la V^e République sont passées par la guerre d'Algérie, et ont eu par la suite à mener des guerres coloniales : Biafra, Rwanda,

etc. Tout au long de la Ve République il v a des guerres coloniales. Jusqu'à aujourd'hui le Mali, la Centre-Afrique, l'Afghanistan, l'Irak, et maintenant la Syrie. Les passages se font en permanence au niveau des élites. Et au niveau du bas, il v a quand même tout le contingent qui a été envoyé faire la guerre en Algérie. Tous ces gens-là ont fait la société française des cinquante années suivantes. Puis il v a tous les colons qui, quand ils vont venir en métropole, vont importer tous ces savoirs avec eux. C'est eux qui vont gérer les fovers Sonacotra. C'est eux qui vont gérer toutes les unités de police quand ils vont rentrer dans la police. C'est eux qui vont faire une partie de l'idéologie politique de la V^e République.

C'est aussi passé par la diffusion d'une culture structurée par les médias de masse, qui sont tenus par les industriels de la guerre, du contrôle et du bâtiment aussi. Le complexe militaro-industriel détient financièrement les médias de masse, comme un grand service d'action psychologique.

Il ne faut pas oublier que le capitalisme sécuritaire est aussi un système de marchés, et, comme tout marché, il s'étend sur plein d'aspects de la société. Par exemple la prison, qui est connectée à la police, est devenue elle aussi un marché. Le capitalisme a besoin d'une police et d'une justice qui remplissent les prisons de main-d'œuvre corvéable. À la prison de Seysses, les détenus travaillaient pour deux

euros de l'heure, et maintenant c'est tombé à un euro de l'heure. Ce sont des conditions de néo-esclavage. D'ailleurs une directrice de la prison pour femme de Fleury, a dit : « Non, mais ce n'est même pas un salaire, ce travail c'est pour les occuper, et du coup on les dédommage de cette occupation. »

En plus de toute la privatisation de la prison, il y a des industriels du bâtiment qui se sont toujours gavés dessus mais maintenant de plus en plus. La vidéosurveillance et tous les nouveaux dispositifs de contrôle sont autant de marchés. Les ERIS [NdE: équipe régionale d'intervention et de sécurité] qui font la contreinsurrection en prison, sont des marchés aussi. C'est presque comme le GIGN: ça consomme autant d'armement, les armements les plus sophistiqués.

On ne le dit pas assez mais derrière les armements sophistiqués, par exemple derrière un nouveau type de kevlar pour un gilet pare-balles — je ne te parle même pas d'un hélicoptère qui coûte plusieurs millions d'euros — mais juste derrière une nouvelle forme de kevlar, il y a des laboratoires qui font de la recherche et du développement, il y a des entreprises d'État (ou pas) qui font du maintien en condition opérationnelle. C'est-à-dire qu'ils surveillent que ton truc est en bon état et le réparent. C'est gigantesque le marché de la sécurité. Il y a des mecs qui vont être des spécialistes de ce kevlar, et qui

vont aller expliquer partout que ce kevlar, c'est le meilleur du monde...

Le système de privatisation qui s'est mis en place en France c'est le partenariat publicprivé (PPP), tandis qu'aux États-Unis il v a des régions entières organisées par et pour la prison privée. Avec des magistrats qui envoient en prison à la pelle des gamins pour quinze ans et reçoivent des valises de pognon en échange. Et où toute la ville travaille pour la prison. Les gens travaillent pour faire les uniformes des taulards, pour laver les fringues des matons. Des hôtels pour accueillir les familles des prisonniers. Toute la ville ne fonctionne que pour la prison privée. C'est un marché gigantesque. L'enfermement est devenu un marché, et on voit bien le rôle politique, social et économique que ça a. Et c'est complètement connecté à la police et à la justice.

Il y a la guerre économique aussi, qui est la traduction de la contre-insurrection dans le domaine du néomanagement, avec les espions qui vont récupérer le savoir concurrent, faire de l'action psychologique pour tromper les entre-prises adverses, détruire l'entreprise adverse comme dans n'importe quel marché. C'est le même calque que la doctrine de guerre (contre) révolutionnaire. Cette doctrine de la guerre économique se développe dans le début des années 1970, avec la restructuration néolibérale. Et ce sont des anciens militaires et des anciens policiers qui mettent en place cette doctrine dans

les entreprises. Les anciens policiers parce qu'ils s'y connaissent en délinquance et qu'ils ont accès aux fichiers, ce qui est trop bien pour les entreprises. Et les anciens militaires, qui eux ont accès aux services secrets et s'y connaissent en action psychologique, en renseignement, en opérations, etc. Tout ce beau monde met donc ses « talents » policiers et militaires au service des entreprises. Donc les entreprises font directement une forme de contre-insurrection dans leur forme de développement.

Un autre aspect est que la démultiplication des forces de surveillance, de contrôle, de répression pour encadrer le prolétariat coûte de plus en plus cher. Du coup, pour pouvoir continuer à accumuler, en contrôlant toujours plus, il faut fabriquer des formes de contrôle qui coûtent moins cher à l'État et donc à la bourgeoisie. Des formes d'autocontrôle. Le capitalisme sécuritaire a tendance à mettre au centre tous les dispositifs qui produisent de l'autocontrôle, la désignation de l'ennemi intérieur, la peur, le quadrillage, tout ce qui est pro-actif... Souvent parce que ça permet de sous-traiter. Certains dispositifs coloniaux sont redéployés parce qu'ils sont des dispositifs de sous-traitance. Les unités de supplétif dans la police, dans l'administration, dans les institutions socio-culturelles, médicales, servent à produire de la sous-traitance et du contrôle, par une partie de la population sur le reste de la population. Il y a vraiment cette logique de

production de l'autocontrôle parce que c'est ce qu'il y a de plus rentable et que c'est devenu indispensable au cours du XIX^e siècle. Ce qui fait qu'on retrouve des dispositifs de ce type un peu partout et que cela se généralise de plus en plus.

De quelle manière la répression s'applique-t-elle différemment entre prolétariat racisé et blanc?

Il y a toujours des différences dans les modes de coercition. Les dix ou quinze morts que la police fait chaque année en France sont principalement des prolétaires ou des précaires non-Blancs. Et quand ce sont des Blancs, ce sont des Blancs de quartier la plupart du temps. Concernant les mouvements sociaux par exemple, il v a des nouvelles doctrines qui font un usage différent de la violence. On est moins dans des logiques de chasse que de contrôle. Mais en banlieue comme ailleurs, il v a une logique de prévention situationnelle qui s'est mise en place. La prévention situationnelle c'est un peu comme de la contre-insurrection. Il s'agit de se saisir de la menace avant qu'elle n'ait pris forme. Donc transformer le quartier pour mieux le policer, connaître les gens et les populations pour pouvoir extraire, saisir et réprimer les populations qui vont peut-être devenir des délinquants, criminels, terroristes, révolutionnaires, émeutiers...

Ces doctrines ont transformé les villes en se conjuguant aux doctrines de rénovation urbaine. Toutes les nouvelles formes de quartiers gentrifiés, hygiéniques et sécuritaires sont basées sur la prévention situationnelle : sur la capacité à aménager la vie des gens pour qu'ils ne puissent pas se révolter et que l'action policière soit plus facile à mener. Pour les surveiller, les contrôler, les réprimer et empêcher l'insurrection. Cela va toucher les quartiers populaires, mais aussi les quartiers bourgeois. La gestion des manifestations aussi. Il y a un travail permanent de la police et des médias pour empêcher les formes de rencontre entre les révoltes des strates les plus opprimées des classes populaires et les mouvements des strates privilégiées. À chaque grand mouvement social, dès que les lycéens des quartiers populaires s'v mettent, les syndicats cogestionnaires, les médias, la police sont déployés pour écraser toute forme de mobilisation. Le lycéen des quartiers populaires, il a accès à du savoir, il n'a pas encore été complètement mis à l'écart du mouvement ouvrier et social, il floute la figure de l'ami et de l'ennemi. C'est un des ennemis intérieurs que l'État veut soumettre en priorité. On l'a bien vu pendant le CPE ou le mouvement des retraites : tout va bien jusqu'à ce que les lycéens de banlieues s'y mettent, ou jusqu'à ce que les jeunes de banlieues arrivent dans les manifestations et que les centrales syndicales et toute la gauche et les

médias s'indignent de l'irruption des sauvageons. Certains viennent participer, prendre la rue, d'autres pour niquer des vitrines et foutre le bordel en centre-ville, c'est super politique. Mais tout est fait pour les faire passer pour des barbares hystériques. Certains dépouillent aussi des bobos. On va parler d'une violence aveugle et qui tombe du ciel. Mais il faut savoir que dépouiller les bobos ça repose pas sur rien, il y a vraiment une vengeance de classe, une colère anticoloniale derrière ça. Quand des mouvements sociaux privilégiés revendiquent plus d'intégration au capitalisme et à l'État, les damnés de l'intérieur viennent tout niquer au cœur des centre-villes bourgeois. En décembre 1960, les Européens qui étaient proches du FLN et qui vivaient avec les Arabes, ce ne sont pas eux qui se sont fait défoncés. Mais on va toujours délégitimer la violence de l'opprimé, pour pouvoir diviser. Diviser les luttes, c'est un travail permanent de la police pour maintenir le socio-apartheid en France. On note même souvent des tentatives policières de manipuler ces « intrusions » de sous-prolétaires, de manière à renforcer la dissociation des strates privilégiées du mouvement social, de manière à empêcher toute rencontre.

Il y a une nouvelle doctrine qui est en train de se développer en France et aux USA, qui s'appelle la neutralisation stratégique. C'est encore une pensée contre-insurrectionnelle et contre-révolutionnaire qui se manifeste beaucoup par des arrestations préventives et l'emploi du renseignement et du quadrillage. C'est parfaitement adapté au capitalisme sécuritaire car ça consiste à considérer que si le travail de renseignement ne permet pas de définir un événement il faut y aller comme s'il s'agissait de grands troubles. On y va en force car il ne faut absolument prendre aucun risque. Cette doctrine c'est super pour le capitalisme sécuritaire car ça veut dire qu'à chaque fois qu'il y a des intérêts personnels pour des policiers ou des personnalités politiques on peut mettre le paquet, en termes de matériel, etc. Évidemment ça intéresse les industriels qui vivent de la sécurité

Dans tes écrits, tu parles d'enclaves endo-coloniales. Est-ce que tu veux bien préciser un peu le terme ?

À l'origine, ce mot était une proposition pour avoir un concept applicable à toutes les puissances impérialistes. Mais dans la vie de tous les jours je pense que c'est plus clair de parler de colonies intérieures. C'est comme la question du post-colonialisme, qui est un terme biaisé car il suppose qu'on serait sorti du colonialisme. Comme si on était sorti du colonialisme! Il s'agit de distinguer la répression dans les banlieues françaises de celle de la bataille d'Alger par exemple, ou bien la contre-insurrection au Mali de la répression appliquée pendant le CPE. Sans nier l'existence

d'un continuum entre ces sphères et ces pratiques de la violence d'État.

C'est pour dire que dans l'importation de ces techniques il y a des formes de réagencement, de réamendement, de reformulation. Ce n'est pas la même chose, mais ce sont des répertoires dans lesquels on pioche. Il y a une connexion entre la répression des quartiers populaires puis des mouvements sociaux et révolutionnaires et les guerres néocoloniales.

Du coup « enclaves » parce que ce sont des territoires ségrégués et que la police, les médias, et toute une série d'institutions participent à cela. On parle de socio-apartheid pour dire que ce n'est pas un apartheid comme en Afrique du Sud ou en Palestine. C'est un apartheid qui a des formes différentes mais qui existe socialement, territorialement. Donc « endo » — qui veut dire intérieur — et « endo-coloniale » pour dire qu'elles ne sont pas strictement coloniales car ce ne sont pas exactement les mêmes systèmes de pouvoir. Toutes les puissances impérialistes ont absolument besoin d'avoir des enclaves endo-coloniales pour enfermer leurs damnés intérieurs mais ils s'en servent aussi pour tirer des taux de profits maximum sur le marché de la guerre intérieure, sur le marché mondial de la sécurité. Les pays qui font le plus de profits sur le marché de la sécurité sont les puissances impérialistes, les pays qui ont des enclaves endo-coloniales: Israël et la bande de Gaza, la France et ses quartiers, le Brésil et

ses favelas, les États-Unis et ses ghettos... La ségrégation est un système politique, social et économique.

Les enclaves endo-coloniales françaises, ce sont les cités? Peux-tu nous parler de leur formation?

Dans les années 1950, le prolétariat qui vient des colonies est contraint de vivre dans des campements de fortune, des « chaabas » ou des bidonvilles comme les appellent les médias, à la périphérie des grandes métropoles, dans des municipalités souvent gérées par le Parti communiste français (PCF) et la gauche en général. Dans les grands ensembles immobiliers dont ils ont accompagné la construction, le PCF et la gauche avaient prévu de faire des vitrines du « communisme municipal » en y installant une aristocratie ouvrière, bien entendu blanche : « Regardez, c'est formidable comment ça se passe, comment la classe ouvrière est heureuse dans les municipalités de gauche... »

En même temps, l'État avait décidé d'en finir avec ces campements, où des formes de résistances se créaient, dès la fin de la guerre d'Algérie. C'était les rats, la boue... mais aussi des formes d'auto-organisation collective, des formes de vie communautaire. L'État a aussi détruit les campements, parce que c'était ça. Et aussi parce que c'est dans les bidonvilles que le FLN s'était développé en métropole. Le PCF et les municipalités de gauche vont donc devoir

gérer ce prolétariat et le soumettre aussi. Pour cela ils vont jouer à fond cette carte de la ségrégation. On va donc créer les cités de transit, où ces « sauvages qui ne sont pas encore capables de vivre dans des bâtiments comme les autres » vont être rééduqués. C'est ca l'idéologie, vraiment. Et qui va se charger de leur ré-éducation? Les anciens colons qui s'y connaissaient super bien en gestion des Arabes. Donc, à la tête des fovers Sonacotra, mais aussi dans les institutions de médiation, les structures socioculturelles, et sanitaires aussi, on va placer des anciens colons. Puis, dans l'après-1968, les damnés de la terre commencent à s'installer massivement dans ces grands ensembles. Les industriels commencent à licencier en masse et à installer la précarité, les pouvoirs publics vont alors abandonner l'entretien de ces quartiers et les quadriller de polices agressives pour empêcher qu'ils ne s'autonomisent. Puis les entourer de médias pour fabriquer le « nouveau problème de la France ».

Il y a toute une idéologie de gauche qui dit que le problème dans les quartiers ce sont les bâtiments, parce que les gens seraient étouffés ou je ne sais pas quoi... Mais la plupart de ces bâtiments étaient quand même conçus pour une aristocratie ouvrière, voire pour des classes moyennes. Moi, j'ai vécu vingt-sept ans dans un de ces quartiers. C'était souvent des grands apparts, bien faits. Enfin ça dépend des quartiers, mais vivre ensemble dans un quartier ça

peut être super. Le problème, c'est qu'ils les ont laissés à l'abandon et qu'ils ne refilaient jamais les apparts les plus grands aux familles les plus nombreuses... Ou il fallait copiner avec la mairie. Mais là encore sont nés des formes de résistance collective, des formes de combats urbains, de débrouilles, une culture, des modes de vie plus ou moins autonomes... Et toute l'obsession politique, médiatique, policière, sur les quartiers, c'est aussi ça. C'est qu'il en émerge des formes de vie ingouvernable qui peuvent devenir révolutionnaires.

Du coup le PCF et l'État jouent à fond la carte de la ségrégation, pour gérer politiquement des populations qu'ils n'avaient pas envie de gérer, mais aussi parce qu'il faut maintenir un rapport de force, vu que c'est la main-d'œuvre la plus exploitée, la partie de la population qui profite le moins du système, donc celle qui a objectivement le plus d'intérêts à se débarrasser du système.

Comment est-ce que l'Etat gère cette contradiction entre l'enclavement des cités comme moyen de contrôle de leur population et le développement d'une forme d'autonomie de ces mêmes populations? En quoi les restructurations successives des cités témoignent-elles des différentes étapes de gestion de cette tension?

La police et la mairie sont là pour assurer ça. Pour assurer l'enfermement, et en même temps détruire la vie sociale à l'intérieur. La police de proximité, par exemple, généralement mise en place par les gouvernements de gauche, sert à occuper, quadriller le terrain, tenir le territoire, connaître la vie des gens, savoir qui va où, qui voit qui... On est vraiment dans une logique de contre-insurrection qui tente de gérer les contradictions entre l'accumulation maximale du profit et les désordres que cela produit. Au gré des années, on transforme les quartiers de manière à pouvoir les policer plus facilement tout en faisant grimper les loyers et en créant des marchés de rénovation et de sécurisation. Pour répondre à ces contradictions entre profit et contrôle, il faut réussir à briser les formes d'autonomisation à l'intérieur de la ségrégation et faire participer une partie de la population ségréguée au contrôle des autres. Toute la logique de développement de l'ordre sécuritaire repose sur la fabrication d'autocontrôle et la production de désordres gérables et profitables.

En même temps que la présence policière dans les cités, il y a les concepts de politique de la ville et de restructuration urbaine qui apparaissent. Quel est le discours qui accompagne et légitime ces logiques?

Au cours des années 1970, avec la politique de la ville, se met en place une connexion entre toutes les institutions de la ville, de la police et des médias pour savater les quartiers. Toute la phase de la restructuration urbaine des trente dernières années est justifiée par la figure de

l'ennemi intérieur, les barbares des banlieues. Il y a un développement permanent de la ville capitaliste, une extension impérialiste qui se fait contre les quartiers populaires. Il faut en permanence repousser, reconquérir, soumettre les quartiers populaires, parce que ce sont des lieux de résistances, mais aussi parce que cela génère des profits. On est encore dans le pro-actif, la destruction créatrice. Tu détruis des choses pour tirer profit de la reconstruction. Tu fais des quartiers où toutes les technologies de surveillance, de contrôle et de sécurité, sont mises en œuvre. Ça se nourrit de la xénophobie d'État, du racisme structurel et culturel, et pour le capitalisme c'est génial...

Au début des années 1970, avec le début de la BAC, il y a les premières révoltes contre les crimes racistes et policiers dans les cités. Parce qu'en plus de la police il y a vraiment une partie des « Français » qui participent à l'oppression physique des non-Blancs. Et du coup il y a plein de révoltes face à la police, face aux crimes racistes, pour l'égalité des droits, etc.

Des gestionnaires vont tenter de faire passer ces révoltes pour des émeutes apolitiques, inconsistantes, des révoltes de sauvages dont on ne sait pas pourquoi ils bougent, des révoltes surtout liées à une surdélinquance du quartier, de la criminalité. Les quartiers sont désignés comme des quartiers définitivement pourris. Cela va justifier que l'État file du pognon pour les rénover. Ce pognon va aller dans les caisses

des industriels du bâtiment, de la sécurité, etc. Les élus vont pouvoir faire toute une campagne là-dessus, et draguer les classes qui votent, les classes moyennes qui vont les élire. Une partie de la classe dirigeante et des municipalités prend vraiment conscience qu'à travers une coopération entre les médias et les institutions on peut présenter le quartier comme un lieu irrécupérable et « qu'il faut rénover », ce qui génère un marché gigantesque et des carrières politiques et sociales. Ce schéma devient permanent. Renforcer l'encadrement policier des quartiers les plus pauvres, mystifier les révoltes et les faire passer pour un phénomène de pourrissement criminel, puis engager des fonds gigantesques dans la destruction/restructuration du quartier. À chaque fois que les médias focalisent sur un quartier et sa délinquance, on est sûr qu'il y a un plan de rénovation urbaine derrière. D'ailleurs, souvent ce n'est pas caché du tout, ils te le disent dans l'article.

Et puis, il y a la prévention situationnelle. Par exemple ouvrir des rues pour que la police puisse passer, sous prétexte de rénovation urbaine pour que les gens vivent mieux. C'est la même dynamique que l'hausmannisation. L'un des architectes qui dominent tout ça s'appelle Roland Castro. C'est un ancien gauchiste que le PCF a pris sous son aile et à qui il a refilé la plupart des contrats d'architecture de rénovation urbaine des cités de banlieues. On va détruire des tours, percer des rues, parce que

Roland Castro dit qu'il faut refaire circuler l'air et que la surdélinquance est liée au fait que les gens ne respirent pas assez. Alors que si les rues sont percées, c'est parce que ça a été demandé par les états-majors policiers. Dans toutes les réunions de rénovation urbaine il y a des flics, et aussi parfois des militaires pour contrôler les constructions. « Là, vous allez faire un parc, mais ça veut dire qu'il y a des jeunes qui vont traîner, eh bien faites-nous une route avec pour qu'on puisse intervenir rapidement. » « Si vous faites un toit comme ça, on peut nous jeter des trucs, donc plus de coursives... » La logique médiatico-policière est au fondement de la restructuration urbaine.

Au sujet de la restructuration des cités, les politiques de la ville parlent beaucoup de « mixité sociale ». Est-ce que tu peux expliquer quel est cet outil et à quoi ça leur sert ?

La « mixité sociale » est un concept rhétorique. C'est le versant action psychologique de la rénovation urbaine. Il s'agit par exemple de dire que c'est le « bordel » parce qu'il n'y a que des pauvres, des Arabes et des Noirs, et que si on y mettait des Blancs et des petits bourgeois ça irait mieux. Donc le problème ne serait pas l'exploitation capitaliste ni le racisme impérialiste. Dans la réalité, ce qu'ils font c'est détruire les quartiers populaires, ou rénover afin de prétexter une hausse des loyers et de repousser

ainsi les plus pauvres. Il ne s'agit pas du tout de faire de la « mixité sociale » mais une politique de remplacement et de déplacement de « populations ». La « mixité sociale » c'est clairement un concept que porte la gauche. L'alternance gauche/droite est en fait fondamentale dans l'évolution de la police et du système sécuritaire. Pas seulement pour que les gens continuent à croire à l'électoralisme, mais aussi vraiment pour la mise en place des dispositifs de la police. Quand elle a le pouvoir, la gauche va par exemple mettre en place ce qu'on appelle la police de proximité, qui sont des polices de quadrillage déguisées en gentils flics. Elle va également mettre en place des structures « socio-culturelles », « médico-sociales » et de « médiation », qui ont vraiment une fonction de contrôle. Quand la droite va revenir au pouvoir, elle va intensifier la répression et donner de nouvelles armes aux policiers par exemple. Quand la gauche repasse, elle va étendre les dispositifs policiers mis en place par la droite, et par exemple satisfaire les revendications des flics qui réclament le même armement que celui dont leurs collègues ont bénéficié sous la droite. Quand la droite repasse, elle fournit encore des nouvelles armes, reconduit la police de proximité en changeant son nom parce que c'est une police « de gauche ». La gauche crie au scandale mais quand elle reprend le pouvoir elle valide et étend les nouveaux armements tout en embauchant des policiers

« assurer le service public », etc. Le système de dominations a besoin d'une alternance pour se légitimer mais aussi pour fonctionner techniquement.

Passons aux émeutes de 2005 et 2007. Qu'est-ce qui a changé dans les méthodes de répression de la police?

Premièrement, c'est en 2005, pendant la révolte des quartiers populaires, que l'État a décrété l'état d'urgence pour la première fois depuis la guerre d'Algérie. Mais c'était plus pour le « spectacle », pour mettre en scène la répression. Ils avaient déjà mis en œuvre une grande partie des capacités policières de l'État français et ils n'avaient pas vraiment besoin d'envoyer l'armée. En fait, on a senti qu'on n'était pas loin de la limite justement. Et cette mise en scène de « la menace » a permis de justifier l'idée selon laquelle on est entré dans une période où il faut se donner les moyens d'envoyer l'armée sur le territoire.

En 2005, le ministère de l'Intérieur a aussi testé pour la première fois un nouveau plan de sécurisation du territoire. Avant même que ça ne bouge ou au moindre truc qui bougeait dans les autres quartiers, ils ramenaient l'armada direct. Ils encadraient avec des CRS et attaquaient avec des BAC. On te tient et on t'étouffe, c'est en partie ça la contre-insurrection. On te quadrille et on t'envoie des unités spéciales pour te démonter en même temps. C'est une

technique de chaudron, de marmite, et bien sûr ça va exploser. L'idée c'est de maîtriser complètement l'explosion comme un artificier. Mais la contre-insurrection ne cherche pas n'importe quels désordres, elle ne veut pas déclencher des conditions favorables à la révolution. Elle veut créer des désordres gérables, profitables, dont elle va pouvoir se saisir. Et ça ne marche jamais exactement comme prévu. Donc en 2005 ils ont testé un plan général dans un très grand nombre de quartiers en France. Et il y a eu une réponse assez forte dans la plupart de ces quartiers-là. Ça a quand même duré trois ou quatre semaines d'émeutes tous les soirs. Le bloc de pouvoir a failli être dépassé.

En 2007, c'est Villiers-le-Bel et les villes alentours qui se sont soulevées suite à des crimes policiers. L'intensité du rapport de force est montée très très haut et les flics ont flippé. Du coup les médias en ont fait une histoire de malade, alors que des révoltes urbaines il y en a assez régulièrement et qu'elle aurait pu être comparé à d'autres. Dans l'histoire des révoltes urbaines, il v a aussi une accumulation de savoirs du côté des révoltés. Et effectivement à Villiers-le-Bel, les révoltés ont mis en place des techniques de coordination qui ont fait un saut par rapport à d'autres révoltes. Les flics ont été plus ou moins débordés. Le bloc de pouvoir a surmédiatisé le fait que des jeunes aient tiré sur des flics au grenaille, mais tirer au grenaille sur des flics, ca arrive assez régulièrement. Et

encore plus régulièrement il y a des parpaings qui volent sur les bagnoles de flics. Ce qui est « plus mortel ». Il y a eu un puissant effort stratégique pour médiatiser les révoltes comme une menace mortelle, non pas pour la société impérialiste mais contre « la population française ».

Mais par rapport à 2005, c'est plutôt du répressif judiciaire qui a été inventé. Par exemple les flics ont fait circuler des tracts qui demandaient aux gens de dénoncer, comme l'action psychologique pendant la guerre d'Algérie. Le premier jour ils ont trouvé les poubelles remplies de ces tracts. L'extrême gauche passe son temps à dire qu'il n'y a pas de conscience politique dans les quartiers, mais ce n'est pas vrai. Il n'y a pas de mouvement révolutionnaire organisé dans les quartiers, mais tout le monde a une conscience politique. Du coup la police revient à la charge avec un tract qui dit « rémunération en échange de délation anonyme ». Même les philosophes du droit les plus réactionnaires savent très bien que la délation anonyme c'est un truc de fou : pleins de gens peuvent régler leurs comptes comme ca. Donc ils ont mis ca en place et ca n'a pas très bien marché. Il y a quand même un gars qui a balancé, et qui a de toute façon reconnu pendant le procès qu'il avait menti. Leur seule preuve était donc un indic reconnaissant avoir menti et un flic qui disait qu'il avait reconnu un homme noir derrière sa cagoule et que c'était bien lui le tireur. Et la juge est passée

par-dessus. Elle a même salué « le dur travail » de la police. Les frères Camara ont pris dix et quinze ans alors qu'il n'y a pas de preuve et que même s'il y avait eu des preuves ça restait de la chevrotine contre des flics avec aucun mort à la clef. Alors que quand des flics tuent des jeunes, ils ne prennent jamais rien!

Depuis Villiers-le-Bel, ils ont donc mis en place cette logique. À chaque révolte, ils se saisissent de quelques-uns, quasiment au hasard, et leur mettent la misère. Il s'agit de mettre en garde tout le monde, le moindre qui bouge mais aussi tous les autres, désormais à chaque révolte ingérable, on enfermera sans preuve pour quinze ans.

On arrive sur des événements plus récents : est-ce que l'antiterrorisme post-Charlie Hebdo est une nouvelle étape dans la façon de voir et d'appliquer la répression ou un durcissement de mesures déjà existantes ?

La réponse aux attentats contre *Charlie Hebdo* est un truc rare dans l'histoire du pouvoir. Je ne connais pas d'autres exemples d'un État qui ait militarisé son territoire sans qu'il ne se passe rien. Après ces attentats de janvier 2015, ils ont déployé dix mille militaires à l'intérieur du territoire. C'est-à-dire autant qu'à l'extérieur. C'est comme une déclaration de guerre intérieure et, normalement, c'est assez rare. Ça se passe pendant les révolutions. Je pense que la dernière fois qu'il s'est passé quelque chose

d'équivalent en France (métropolitaine), c'était peut-être pendant la Commune, et encore... Ils ont utilisé la médiatisation des attentats contre Charlie Hebdo pour militariser le territoire, et rien n'a bougé. Dans les premiers jours, ils ont même collé du ferme à des jeunes « qui ne se disaient pas Charlie », même des enfants ont été emmenés au commissariat. Juste critiquer Vigipirate en public c'était prendre le risque de finir en taule avec une accusation d'« apologie de terrorisme ». Aucune force politique ne s'est rendue capable de bouger contre ça. Pas plus d'ailleurs que contre les nouvelles guerres coloniales. Aucune force politique n'a mis en place des manifs ou un mouvement conséquent contre les interventions au Mali ou en Centre-Afrique... Ça vient avec la marche pour la dignité du 31 octobre 2015. C'est peut-être en train de bouger. Ca démontre la profondeur de la structuration raciste de la société française et l'isolement des luttes des quartiers populaires et de l'immigration. Une partie assez large de la population se satisfait que ses impôts servent à écraser des pays où la bourgeoisie française a des intérêts énergétiques ou industriels et qu'on militarise le territoire quand quelques racistes se font tuer.

J'ai entendu dire qu'effectivement les armes qui ont servi aux attentats viennent de réseaux d'extrême droite. On pourrait beaucoup en parler car ça ressemble beaucoup aux montages médiatico-politiques du milieu des

années 1990 et du début des années 2000. Mais ce qui est important c'est que c'est un montage médiatico-politique vu la manière dont ça a été traité médiatiquement.

Alors pourquoi avoir déployé l'armée, alors que la police est si performante et que l'armée n'est pas censée pouvoir intervenir sur le territoire?

D'abord, c'est symbolique, ça dit : « l'État vous défend contre les méchants terroristes, soumettez-vous à sa puissance. » Mais ça fait surtout quelques années que les états-majors politiques, économiques et militaires ont vu que la France est le prochain pays sur la liste des décrochages financiers. Elle a d'ailleurs déjà décroché plusieurs fois, comme par exemple il y a quelques années, en 2008, quand l'État, qui paraît-il est toujours à sec, a débloqué trois cent milliards d'euros pour sauver les banques. Bref, après la Grèce, l'Italie et l'Espagne, c'est la France la suivante. Il est impossible que les états-majors politiques, policiers et militaires n'aient pas en tête le fait qu'il va y avoir des mouvements sociaux très difficiles à gérer à cause des mesures, des plans d'austérité et du processus de restructuration néolibérale en cours.

Les militaires sont là si jamais ça part en live. Ils ont obtenu les budgets nécessaires, pour mettre en place « l'opération Sentinelle », de façon permanente. Là, ils sont en train

de mettre en place des petites casernes dans toutes les grandes villes pour que les militaires puissent vivre sur place. Ce sont des mecs qui ont des revendications. Imagine, ils reviennent pour la plupart d'Afghanistan et se retrouvent ici à faire le poteau devant des synagogues. Du coup, on leur file des thunes et des tickets pour aller faire du fitness, pour aller chez McDo, à la Fnac s'acheter des trucs, sinon ils s'emmerdent. Pareil pour les voitures, dans les médias ils ont dit qu'ils avaient absolument besoin de voitures pour traquer les terroristes, etc., en réalité, c'était une revendication des soldats qui n'en pouvaient plus de faire des rondes avec les flics à pied.

À mesure que l'on entre dans des phases prérévolutionnaires, le pouvoir militaire prend de plus en plus de poids dans la forme de l'État. Et la militarisation de l'État et de la société est la logique générale de la contre-insurrection puis du capitalisme sécuritaire. Des situations se développent où la police ne pourra pas soumettre les luttes et les révoltes sans un véritable appui de la puissance de feu. Les flics ne sont pas formés pour ca. Même s'ils ont des fusils mitrailleurs ils ne savent pas s'en servir de manière tactique. Les militaires, eux, sont des spécialistes de l'appui feu. Ça s'est toujours passé comme ca. Même pendant les révoltes ouvrières du xixe siècle. On envoie les troupes lorsque la police ne suffit plus en termes de puissance de mort.

D'ailleurs la présence militaire dans la rue, ce n'est pas nouveau. Il v avait déjà Vigipirate depuis un moment. Ils l'avaient déià mis en place contre « le terrorisme islamique » et laissé en fonctionnement pour préparer les cœurs et les esprits à la possibilité de son emploi contre le peuple en cas de soulèvement ingérable par la police. C'est en 1995 qu'on met en place Vigipirate en mode rouge et qu'on le laisse en œuvre de manière permanente. Parce qu'en 1995, c'est aussi la dernière grève générale en France, par rapport à des nouvelles réformes qui touchaient aux retraites, à la Sécurité sociale et tout un tas de choses liées à la fonction publique. Toute une partie du pays a été bloquée pendant plusieurs semaines, juste après la mise en œuvre du plan Vigipirate. Ça explique qu'il soit resté en place depuis, sans jamais empêcher les attentats suivants. Puis il y a eu aussi le mouvement des retraites, qui était super intéressant. Au bout de deux semaines de blocages de plusieurs raffineries, ils ont envoyé des unités militaires pour les débloquer. Deux semaines de blocages de raffinerie et on envoie l'armée! Ca démasque la structure guerrière du système des dominations, cela montre qu'il n'est pas si stable que ça et que notre puissance d'agir collective est capable de le menacer fortement.

A part la militarisation de l'espace, est-ce qu'il y a eu d'autres changements après les attentats de Charlie Hebdo?

Le gouvernement en a profité pour mettre en œuvre une énième loi antiterroriste qui autorise ce que les services secrets et une partie de la police faisaient déià sans cadre légal. En gros, il se protège pour pouvoir industrialiser certains dispositifs comme la surveillance du Net. Il s'agit de dire à tout le monde : « Si ca part en vrille, sachez qu'on est partout, sur tous vos réseaux sociaux.» Les états-majors des grandes puissances impérialistes ont fantasmé, comme d'autres gens, sur la force que les réseaux sociaux numériques ont pu donner à la révolution tunisienne par exemple. Que ce soit vrai ou non, ils ont vu que c'était aussi un champ de bataille sur lequel les gens réussissaient à s'organiser et qu'il fallait absolument être présent dessus.

Mais je pense qu'il ne faut jamais travailler sur le répressif et sur le pouvoir en cédant à leurs mythes, selon lesquels la menace ou le contrôle pourraient être absolus. Comme s'il n'y avait pas partout des formes de résistance. Et c'est une critique que je fais aussi par rapport à la réception de mon travail parfois, comme par exemple L'Ennemi intérieur. Il ne s'agirait pas de produire de l'autocontrôle en laissant croire à un système de contrôle parfait et absolu. Il s'agit de connaître précisément

le fonctionnement des forces auxquelles on a à faire et de bien savoir là où elles dysfonctionnent. Et elles dysfonctionnent souvent, presque à chaque fois qu'elles fonctionnent, il y a des manières de les saboter et de les dissoudre. Mais c'est en connaissant l'appareil que tu trouves les moyens de les saboter. On a un travail fort à faire pour ne pas croire et faire croire à des machineries parfaites. Elles ne le sont pas, fort heureusement.

On pourrait finir sur « qu'est-ce qu'on fait? », mais ce n'est pas à moi de le dire. C'est collectivement, dans et depuis les luttes qu'on peut créer nos stratégies et mouvements de libération. L'approche que j'en ai, c'est que les formes d'accumulation et de pouvoir qui émergent partout depuis l'origine du capitalisme jusqu'à maintenant sont basées sur des processus de dépossession de nos capacités d'autonomie et d'auto-organisation. Du coup, je crois que c'est à travers des pratiques d'autonomisation collective que l'on peut se débarrasser des rapports de dominations. Je crois qu'il faut arracher les racines de ce système tout en construisant autre chose. Je crois en un mouvement révolutionnaire horizontal, basé sur des alliances entre formes d'auto-organisations, au travail, à la maison, dans le quartier, dans la commune, qui nous permettent de nous défendre, de contre-attaquer et de créer des modes de vie égalitaires et émancipés, justes et ioveux.

Six mois d'état d'urgence

Entretien réalisé en avril 2016 par Niet!éditions.



Six mois après les attentats de Paris, quel serait le bilan concret de l'état d'urgence en matière de renforcement du dispositif militaro-policier et des deux mesures principales que sont les assignations à résidence et les perquisitions?

Ca valide le fait que l'État est en train de tester un système de quadrillage militaro-policier qu'on dit permanent — il suffit de remonter à Vigipirate —, mais quand on regarde comment les fractions dominantes se sont embrouillées sur la constitutionnalisation et la question de la déchéance de la nationalité, qui était une mesure symbolique mais qui permettait un durcissement constitutionnel, et pareil en ce qui concerne la constitutionnalisation, qui n'a pas abouti à cause des contradictions entre classes dominantes, bref ce dont on se rend compte c'est qu'il y a un modèle qui n'est pas encore terminé, qui est en cours d'expérimentation et qui ressemble davantage au modèle des nouvelles armes non létales, qu'on dit rhéostatiques, c'est-à-dire que tu peux adapter en permanence aux rapports de force. C'est un peu le fantasme de l'arme absolue du côté des forces répressives: avoir une arme qui s'applique à tout et qui, en termes de puissance, pourrait maîtriser quelqu'un, comme le taser, monter au niveau « contrôle des foules » comme des lanceurs de grenades puis au niveau « appui-feu », comme un fusil d'assaut ou quelque chose comme ça.

Le modèle de militarisation du territoire et de quadrillage militaro-policier qui est en train d'être expérimenté va permettre de passer en mode « militarisation » en l'espace d'une journée ou deux, comme cela s'est fait après Charlie, avant de redescendre un peu, parce qu'on est quand même en société démocratique, spectaculaire, marchande, etc. C'est-à-dire qu'il faut maintenir un semblant de légalité, de règles du jeu, même si le jeu est truqué. Pour que les gens jouent, il faut faire semblant qu'il y a des règles. En ce moment précisément on dirait que les fractions des classes dominantes sont en train de négocier une sorte de retour à l'apparence démocratique. Ce qui se joue c'est ca, un protocole de quadrillage militaro-policier rhéostatique, c'est-à-dire qui puisse en permanence être nivelé, passer quasiment instantanément en mode militarisation.

Ça, c'est leurs mots à eux ? Ils le conceptualisent comme ça ?

Non, c'est ce que moi je pense, ce que j'observe.

Du coup la présence militaire fluctue elle aussi? Tu parlais d'un déploiement de 13 000 militaires après les attentats de Charlie. Là, on en est à combien?

Il y a toujours ces 13 000 qui sont employés à ça. Hollande vient d'annoncer qu'il va annuler la mesure consistant à ne pas reconduire les départs à la retraite. Il avait prévu 10 000 fins de poste, mais en fait ça n'aura pas lieu, ces postes seront bel et bien reconduits.

Il y a la mise en place de casernes urbaines, la mise en place de budgets pour pouvoir avoir un déploiement militaire permanent. Ca, c'est en cours. Un double rapport a été rendu par certains services de l'armée directement au gouvernement. Double parce qu'il y a une partie officielle et une autre officieuse, qui n'est pas rendue publique, et qui en gros contient les demandes, les attentes des états-major et du complexe militaro-industriel vis-à-vis de l'État concernant cette pérennisation du quadrillage militaro-policier. En tout cas, ce qu'il faut voir c'est qu'ils avancent à tâtons, il y a des contradictions à l'intérieur : ce n'est pas un bloc qui avance d'un seul mouvement, ca négocie et ca s'affronte entre fractions des classes dominantes, entre fractions du complexe militaro-industriel aussi. Je pense que d'ici quelques mois on verra plus ce qu'il s'est réellement

passé... Après le 13 novembre et après Charlie, on a assisté à une sorte de prise de pouvoir en plusieurs étapes des fractions les plus féroces et les plus influencées par le répertoire contreinsurrectionnel des états-majors militaires. Enfin, elles sont toujours présentes à la tête de l'État dans les sociétés impérialistes mais elles demeurent généralement en concurrence avec d'autres industries sur tous les grands marchés. Disons qu'elles sont devenues hégémoniques, ce qui fait que dès que le gouvernement doit restructurer, il puise directement dans le répertoire de la contre-insurrection coloniale et militaire. Ceux qui dirigent les états-majors en ce moment sont des purs produits de cette branche-là

Et, du coup, sur le plan plus idéologique, avec la fabrication de la menace terroriste, la peur qui est distillée au quotidien, la volonté de créer une sorte de consensus autour de la guerre et de la nécessité d'intervenir un peu partout, est-ce qu'il y a une vraie articulation entre la nécessité d'intervenir à l'extérieur, avec les bombardements en Syrie, en Irak, et la guerre plus intérieure?

Oui, cela s'articule autour de trois niveaux : au niveau économique, au niveau politique et au niveau social. Au niveau économique, c'est évident : on est dans une crise engendrée par le capitalisme, du coup on assiste à un processus de restructuration du capitalisme

international et notamment des puissances impérialistes occidentales qui doivent, si elles ne veulent pas s'effondrer, aller conquérir des territoires, de la main-d'œuvre, des ressources, des positionnements stratégiques, à travers un grand mouvement de dépossession. Ca se fait au Moven-Orient, au Proche-Orient, ca se fait en Afrique, en Asie du Sud-Est, ça se fait en Amérique du Sud, en Amérique centrale, ça se fait un peu partout, dans tous les pré-carrés des puissances impérialistes occidentales. Et, bien sûr, cela va de pair à l'intérieur de leur territoire — je parle de la France mais c'est pareil pour toutes les grandes puissances — avec une course effrénée à l'accumulation de profit, par la dépossession dont on a déjà parlé, qui va se concrétiser notamment à travers le protocole de restructuration urbaine, qu'ils appellent « rénovation urbaine ». Ce sont des conquêtes des quartiers populaires, voire un processus de « grand remplacement » des quartiers prolos et immigrés par des quartiers chics, etc. On le voit dans le cadre du projet de loi Travail, de tout ca, les gouvernements sont engagés dans des processus de restructuration austéritaire, pour défoncer tous les acquis des luttes sociales et du coup d'accentuation de la restructuration ultralibérale. Et bien entendu tout gouvernement sait qu'il faut absolument renforcer son modèle d'encadrement des classes populaires lorsqu'il détruit les acquis des classes populaires ou les quelques trucs qui pacifiaient un

peu socialement. Donc, oui, il v a un lien entre la guerre extérieure et la guerre policière à l'intérieur, même si, bien sûr, ce n'est pas la même chose, au niveau économique, au niveau social, au niveau politique, etc. C'est plus une opération d'action psychologique, qui permet d'occuper les gens, de les faire se focaliser sur une menace socio-ethnique, une menace racialisée et dépolitisée en plus, plutôt que les laisser se rendre compte qu'on vit une vie de merde à cause de rapports de domination, d'exploitation, etc. Mais, en l'occurrence, comme on le voit avec pas mal de choses qui se passent autour des luttes contre le projet de loi Travail et son monde, il v a plein de choses qui ne passent pas... Les mouvements sociaux, les luttes s'autoforment, s'auto-éduquent, apprennent à ouvrir les yeux sur certaines choses... Enfin, on pourrait parler aussi de l'industrie sécuritaire et militaire qui joue à plein régime pour hybrider les domaines intérieurs et extérieurs du champ de hataille

Justement, tu utilises le terme « pro-actif » pour qualifier les dynamiques de la police, de la BAC, etc. Est-ce que ce n'est pas la même chose pour les marchands d'armes ou le marché de la sécurité?

Si, tout à fait. Le marché de la sécurité fonctionne un peu comme le marché de la guerre. Il développe les conditions de sa propre expansion. Mais même avec ses aspects un peu scandaleux, de rétro-commissions, de valises qui circulent... Le marché de la sécurité fonctionne avec un système de corruption... enfin il faut pas non plus s'indigner de ça, parce que ça fait complètement partie du système... je veux dire que même si on le nettovait, qu'il n'y avait plus de corruption, l'immense majorité des gens continuerait à bosser pour les capitalistes et à perdre leur vie, quoi. Du coup, ce n'est pas l'accusation de corruption qui est intéressante, ce qui est intéressant c'est de voir que ces deux marchés fonctionnent relativement de la même manière, parce que ce sont les mêmes consortiums industriels qui vivent de la guerre permanente, qui ont engendré dans l'après-68 les marchés de la sécurité, et qui les font fonctionner de la même manière. Et qui financent également toute une partie de la classe politique, les grands partis de gauche et de droite.

Bon, bref, en tout cas l'État et le capitalisme sécuritaire propulsent les conditions du développement des marchés de la guerre et du contrôle. Les industriels les plus puissants comme Thales, comme Safran, se développent sur l'articulation de marchés de défense et de la sécurité. Renault aussi... c'est intéressant parce que jusqu'à présent ils ne produisaient que du véhicule civil mais depuis quelques années avec Renault Trucks ils font du véhicule militaire qu'ils exportent super bien, par exemple à l'Égypte de Morsi et puis d'Al-Sissi, Renault Trucks vend des camions qui servent à arrêter les opposants... Safran, Thales, ils font à la fois du matériel militaire, voire de combat, et du matériel électronique, je pense à l'électronique parce que c'est un des trucs les plus ambivalents, ou amphibie je ne sais plus comment dire.. On a des trusts, des consortiums industriels où les investissements sont menés en référence constante aux applications civiles et militaires qu'on va pouvoir en tirer. Et la consécration de tout ca, on la voit dans le jeu vidéo. Le jeu vidéo de guerre est la transformation en un marché des applications militaires d'entraînement. L'industrie du ieu vidéo est passée aux États-Unis au début des années 2000 je crois devant le marché de la guerre. Bref le jeu vidéo, c'est un marché gigantesque. On a des applications de formation et d'entraînement qui deviennent des jeux vidéo, les jeux vidéo permettent de recruter des petits génies... parce que maintenant c'est possible de diriger un drone depuis Washington pour aller faire bombarder un petit village au Pakistan, il suffit d'être derrière un écran, donc un pré-ado peut le faire... Et du coup les armées américaines — les armées françaises n'en sont pas encore là que je sache — recrutent à travers les jeux vidéo. L'esthétique et le système imaginaire des jeux vidéo est repris dans des clips de propagande des campagnes de recrutement de l'armée. Si tu regardes les clips de la Direction de l'information et de la communication de la défense (DICOD), c'est fait comme

des jeux vidéo : le graphisme, la musique... Les mecs, t'as l'impression qu'ils vont sauver le monde comme dans Call of Duty et même graphiquement, en termes de pixellisation, ça se ressemble comme deux gouttes d'eau, et c'est fait exprès, pour faire bander les jeunes mâles à l'idée d'aller conquérir l'Afrique avec des fusils d'assaut connectés. La frontière est ténue entre l'entreprise du jeu vidéo et l'industrie du meurtre de masse... C'est ce que j'essaie de montrer, que l'industrie du capitalisme sécuritaire a tendance à hybrider toutes ces frontières entre domaines de l'extérieur et de l'intérieur, du policier et du militaire, de la guerre et du contrôle. Elles existent encore, ces frontières, mais elles sont rhéostatiques, elles se déplacent au gré des rapports de force, elles sont mobiles, ce ne sont plus des frontières figées, comme à l'époque de l'État-nation classique.

Est-ce qu'il y a en France des endroits plus ciblés de l'industrie de l'armement, policier ou militaire. Où se situent ces pôles?

Il y en a beaucoup à Toulouse, mais il y en a aussi à Grenoble, en fait autour des technopoles scientifiques. Alsetex, par exemple, fait des gaz lacrymogènes pour les appareils répressifs français mais exporte aussi très bien, notamment pour armer les contre-révolutions contemporaines au Maghreb et au Proche-Orient. Et ils font aussi du feu d'artifice et, du coup, tu les trouves en centre-ville, en business avec Toulouse Métropole, le consortium financier et industriel qui gère la rénovation urbaine à Toulouse. Donc ils font les spectacles de feu d'artifice de la ville. « C'est formidable! Alsetex, c'est une entreprise qui permet de développer la ville... » Et les marges de monopole qui vont avec. Ce qui est super important dans les protocoles de rénovation urbaine, c'est qu'une ville doit se créer une marque, une identité à elle seule, tu vois par exemple la ville du vin, la ville de je-sais-pasquoi, parce que si t'es le seul sur ce créneau-là tu gagnes... « Nous, on est la Ville rose et la ville des technosciences... », tu fais ce qu'on appelle des marges de monopole. Tu es le seul sur ce marché-là, donc si des Japonais veulent venir visiter la «Ville rose», eh bien ils viennent à Toulouse. Et du coup Alsetex fait son business sur les deux : sur du feu d'artifice, ou la mise en spectacle de la restructuration sécuritaire de la ville capitaliste, et sur les gaz lacrymogènes qui vont être utilisés dans les guerres néocoloniales à l'extérieur et dans la répression des mouvements sociaux, des luttes des quartiers populaires, dans les prisons, de tout ce qui est opprimé et qui bouge à l'intérieur du territoire. La rénovation urbaine est la face intérieure de la restructuration impérialiste en cours et dont les guerres néocoloniales sont l'un des aspects externes. Des industriels du BTP et des médias comme Bolloré et Bouygues se gavent des

marchés générés par l'impérialisme militaire français en Afrique et par la restructuration urbaine en métropole, laquelle est mise en œuvre à travers des formes de contre-insurrection médiatico-policières de plus en plus militarisées. Et à Toulouse, le projet de 3ème ligne de métro qui accompagne la destruction des derniers quartiers populaires du centre-ville et leur remplacement par des quartiers d'affaires, doit relier Airbus civil à Airbus militaire. C'est un processus de *nécropolisation*...

Bon voilà pour Toulouse, après Saint-Étienne tu trouves Verney-Carron... Tu as quand même des bastions industriels de l'armement qui persistent encore un peu, mais parce qu'eux aussi se restructurent. Verney-Carron fabriquent les lanceurs de balle de défense, les Flash-Ball et les trucs comme ca, c'est une très vieille entreprise de chasse, qui fait des fusils de chasse, ils font du civil et du militaro-policier et ce qui est intéressant c'est qu'ils ont réussi à perdurer parce qu'il y a un lien entre les technologies de chasse et les technologies Flash-Ball: c'est la puissance d'impact. Le cahier des charges du Flash-Ball, c'était de pouvoir stopper un terroriste avant qu'il ne se fasse sauter. Ou stopper un damné de la terre quand il s'échappe lorsque la BAC lui court après. Et donc, pour ca, il faut des systèmes de propulsion qui impactent très fortement la bête, pour la stopper en pleine course et les fabricants de fusils de chasse

savent faire ça. C'est pour cette raison que Verney-Carron a réussi à se restructurer en faisant du Flash-Ball en parallèle des « armes de loisirs ». Enfin, Flash-Ball, c'est une marque, en faisant des lanceurs de balle de défense.

Dans les années 2000, il y avait encore un mouvement antiguerre, notamment lors des interventions en Irak, etc., depuis cela a largement diminué. On a vu en octobre 2015 la volonté d'un certain nombre de gens d'aller faire le siège de l'usine Nobelsport, qui fabrique des grenades lacrymo, des balles de défense, etc. Où en est-on de ce mouvement antiguerre?

Je ne sais pas vraiment, moi je travaille plus sur les systèmes de domination, je participe à ce qui résiste mais je n'utilise pas les sciences sociales pour nous étudier... Mais il me semble qu'il y a quelque chose qui a été semé mais qui n'arrivait pas à fleurir à cause des opérations gigantesques comme le post-Charlie, où plus largement la chape de plomb du racisme islamophobe qui est une espèce de protocole d'action psychologique permanent, où dès que quelque chose commence à pouvoir s'organiser l'ensemble des grands médias et la classe politique foncent en plein là-dedans et ca fonctionne... Ils le font parce que ça a fonctionné iusque-là, ca divise les classes populaires et des parties de la petite bourgeoisie radicalisée et précarisée s'y laissent prendre. Mais il y a aussi des choses qui ont germé et qui n'ont pas réussi à pousser, à cause de la division, de la précarité, de toutes les galères dans lesquelles les mouvements sociaux et les classes populaires sont pris. Il y a quelque chose qui va germer... Le Front uni des immigrations et des quartiers populaires a lancé une campagne là-dessus, sur les guerres néocoloniales et sur le fait de mettre en lien le système de ces guerres néocoloniales avec le système de ségrégation, d'exploitation, à l'intérieur du territoire. Des groupes dans plusieurs villes commencent à mettre en œuvre des critiques et des actions collectives contre les guerres en cours. Ce sont des choses qui vont réémerger je crois, à partir du moment où on trouve de la confiance, de la puissance, la capacité à faire des choses... Par rapport à Nobelsport et tout ça, c'est très intéressant ce qui s'est passé, mais ce sont des choses qu'il faut qu'on sache préparer en amont, ce n'est pas au moment du soulèvement qu'il faut savoir comment on trouvera les moyens de rompre les ravitaillements en munitions, en armes... C'est quelque chose de très fragile, par exemple Nobelsport, tu t'approches de l'usine et l'usine ferme, ils arrêtent la production. C'est super intéressant car t'as même pas besoin d'aller à l'affrontement, il suffit d'approcher a priori. Je pense qu'il y a un paquet de situations comme ca, qu'on ne peut découvrir qu'en essayant, qu'en expérimentant. A plein de niveaux, quand tu ne cèdes pas à la peur que le système sécuritaire utilise, tu te rends

compte qu'il y a plein d'endroits où celui-ci est fragile ou en tout cas qu'il tient sur pas grandchose. Et souvent cela tient sur un aspect psychologique, sur le fait que tout le monde pense qu'on ne peut pas approcher de ca. Et la peur cède plus facilement lorsqu'on a des alliés, lorsqu'on peut faire confiance à une communauté d'entraide. Du côté de la contre-attaque, il faut qu'on continue à faire de la contreenquête, à comprendre et à analyser la manière dont fonctionnent les systèmes de domination et dont ils s'enchevêtrent et s'articulent, parce que vu qu'il y a très peu de chances qu'on puisse gagner d'un point de vue militaire, je crois qu'il faut viser les points d'intersection, les points de contradiction entre les fractions des classes dominantes. Il y a plein d'endroits, plein de situations où le pouvoir ne se rend pas capable de mettre en œuvre toutes ses capacités répressives parce qu'il y a des contradictions entre telles industries, entre telles fractions de la bourgeoisie, entre les fractions des idéologues du racisme d'État... Ce sont des choses qu'on peut cibler, parce que lorsqu'on arrive à construire ou à investir des situations qui les mettent en contradiction, qui les mettent en concurrence les uns avec les autres... eh bien ca nous donne plus d'espace et de temps, ça les épuise, ca les divise... Ce sont des choses comme ca qu'on peut cibler du point de vue de la contre-attaque et ça se fait avec de la contre-enquête populaire, collective, ça se fait

par de l'intelligence collective. Et je crois qu'il faut continuer à développer des choses comme ça, à travers ces réseaux de contre-enquête. C'est comme ça qu'on construit aussi de l'entraide, de la bienveillance, de la rencontre, qui permettent d'imaginer et de construire petit à petit des structures d'autonomisation du savoir, qui remplaceront cette tragédie qu'est l'Éducation nationale.

C'est un travail long, qu'on fait dans le doute, avec humilité, etc., mais au-delà, il faut construire des structures d'autonomisation qui permettent au plus grand nombre de gens possible, aux personnes les plus opprimées, les plus exploitées, de rejoindre les mouvements de luttes et les mouvements révolutionnaires. Montrer qu'on peut vivre dignement sans chefs, en résistant aux rapports de domination, à travers l'entraide et le partage. Collectiviser de plus en plus de territoires et de structures, les connecter entre eux pour permettre à toutes les luttes de faire des choses ensemble, pour être plus forts, pour libérer du territoire et libérer du temps. Organiser l'autodéfense populaire et construire en même temps, l'autonomisation collective.

Pour aller plus loin



LECTURES

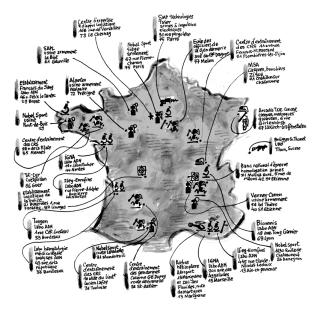
- COLLECTIF CADECOL, Face à la police/Face à la justice. Guide d'autodéfense juridique, réédité aux Éditions Syllepse début 2016. Disponible sur Infokiosques.net
- COLLECTIF, Manuel de survie en garde à vue [brochure], 2010. mars-infos.org/manuel-de-survie-en-garde-a-vue-1070
- ANGLES MORTS, Vengeance d'Etat, Villiers-le-Bel: des révoltes aux procès, Syllepse, 2011.
- ANGLES MORTS, Permis de tuer. Chronique de l'impunité policière, Syllepse, 2014.
- LESLEY J. WOOD, Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations, Lux, 2015.
- MOGNISS H. ABDALLAH, Rengainez, on arrive!
 Chroniques des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, contre la hagra policière et judiciaire des années 1970 à aujourd'hui, Libertalia, 2012.
- Sylvie Thénault, « L'état d'urgence (1955–2005). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d'une loi », 2007.
 - Disponible sur cairn.info.
- LÉON DE MATTIS, « L'antiterrorisme n'est pas une exception », 2009.
 leondemattis.net/?2009/01/30/59-lantiterrorisme-nest-pas-une-exception
- Collectif, Le mythe de l'insécurité, 2004.
- Disponible sur Infokiosques.net.

ÉMISSIONS RADIO

- L'épisode 6 de l'émission « Le sale air de la peur » (2015) sur la radio La Locale en Ariège. lalocale.ckdevelop.org/media/media.php?id=1271
- « Les armes de la police et leurs utilisations » (mai 2016) sur le site Internet *Sons en luttes*. sonsenluttes.net/?les-armes-de-la-police-et-leurs-utilisations

FILMS & VIDÉOS

- La bataille d'Alger, film de Gillo Pontecorvo, 1966.
- Escadrons de la mort, l'école française, documentaire de Marie-Monique Robin, 2003.
- État d'urgence : quelles violences policières en manifestation ?, Reportages vidéos réalisés en 2016 par le collectif Désarmons la police. desarmons.net



Les fabricants d'armes pour le maintien de l'ordre en France. Source : desarmons.net.

Table des matières

Police et militarisation de l'espace p. 7
Six mois d'état d'urgence p. 67
Pour aller plus loinp. 85

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR Dernières parutions

Collectif Ne var ne yok « Serhildan » : Le Soulèvement au Kurdistan

Mathieu Pérez Contre l'État islamique, contre la guerre

Collectif l'Escapade Milot l'incorrigible – Parcours carcéral d'un jeune insoumis à la belle Époque



ACHEVÉ D'IMPRIMER DANS L'UNION EUROPÉENNE POUR LE COMPTE DE NIET!ÉDITIONS AU MOIS DE FÉVRIER 2017

 ${\rm ISBN:979\text{-}1\text{-}0961\text{-}9500\text{-}8} \\ 1^{\rm ER}\ {\rm D\acute{E}P\^{O}T\ L\acute{E}GAL:3^c\ TRIMESTRE\ 2016}$

2nd TIRAGE: FÉVRIER 2017

